

Webconférence #2
Le contexte géopolitique et les enjeux commerciaux du projet
Le mardi 14 mars 2023

Nombre total de participants : 35

Échanges avec le public : 0

Intervenants

- **Jacques PEYTHIEU, Orano - Directeur général Orano Chimie-Enrichissement**

Table ronde

- **Pauline Boyer, Greenpeace**
- **Yves MARIGNAC, association Négawatt**
- **André Dubois, PNC-France**
- **Valérie FAUDON, SFEN**

Garants CNDP

- **Isabelle BARTHE**
- **Etienne BALLAN**
- **Denis CUVILLIER**

Modératrice

- **Aurélié PICQUE, agence Parimage**

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 00:42:36

Bien écoutez, je vous propose de commencer notre réunion. Je suis au Aurélie Picque, c'est moi qui vais organiser, animer nos échanges ce soir. Je vous souhaite la bienvenue à cette 2e web conférence qui est organisée dans le cadre de la concertation préalable relative au projet d'extension de l'augmentation des capacités de l'usine George Besse 2 d'Orano. Web conférence qui a pour thème le contexte géopolitique et les enjeux commerciaux du projet.

Notre réunion va être organisée en plusieurs temps : Un temps d'introduction qui est en cours, puis une première présentation par Orano du projet dans son contexte géopolitique et ses enjeux commerciaux, qui sera suivie d'un échange, d'un premier temps d'échange avec le public, qui sera d'environ 25 minutes, qui sera l'occasion de poser des questions et de faire des observations, des contributions sur le projet.

Puis une table ronde entre les associations qui sont présentes ce soir sur le thème de : Le projet est-il opportun dans le contexte géopolitique actuel ? Cette table ronde, qui durera une trentaine de minutes et qui sera l'occasion pour le public d'assister à un débat entre les associations sur ce sujet et à nouveau, un nouveau temps d'échange avec le public pour là aussi des questions, des observations à la fois sur le projet en tant que tel s'il reste des questions, et puis également peut-être des questions qui seraient adressées aux associations qui viendront d'échanger ou de débattre devant vous.

On a calibré cette réunion pour qu'elle dure environ 2 heures, donc elle nous amène autour de 20h pour que on puisse vous libérer ensuite pour vos activités de la soirée.

Les intervenants qui sont donc présents ce soir pour l'ensemble de cette réunion : Donc Jacques Peythieu pour Orano qui est directeur de Orano Chimie-Enrichissement, les 3 garants qui ont été désignés par la Commission Nationale du Débat public, donc, Isabelle Barthe, Etienne Ballan et Denis Cuvillier, Pauline Boyer pour Greenpeace, Yves Marignac pour Négawatt, qui finalement, ne peut pas être présent, qui est excusé mais qui, si on y arrive, on essaiera de passer la petite vidéo qu'il a préparée. C'est en cours de réglage. André Dubois pour PNC, donc Patrimoine Nucléaire et Climat et Valérie Faudon pour la SFEN, donc Société Française d'Energie Nucléaire.

Donc je remercie l'ensemble des participants d'avoir accepté de participer à cette webconférence. Je passe la parole sans plus attendre aux garants pour qu'ils nous expliquent la concertation et leur rôle dans cette concertation et celui de la CNDP.

M. Etienne BALLAN, garant 00:45:11

Bonsoir, Bonsoir à toutes et à tous. Je vais prendre la parole au nom des 3 garants que nous sommes. Nous représentons et nous avons été nommés donc par la Commission nationale du débat public qui garantit un droit constitutionnel qui est celui d'être informé et de participer à l'élaboration de décisions ayant un impact sur l'environnement. Cette Commission nationale, c'est une Autorité administrative indépendante. C'est important d'insister sur ce point. Donc elle prend des décisions. Ces décisions s'imposent et enfin elle est neutre et nous sommes neutres et nous ne sommes pas assujettis à une quelconque organisation, notamment qu'elle soit associative, politique ou économique.

Si on peut passer tout de suite à la diapo suivante pour faire vraiment bref, pour voilà, donc le ce droit dont je viens de parler, il est inscrit à l'article 7 de la Charte de l'environnement. C'est un point extrêmement important et pour le mettre en œuvre, la CNDP organise et nomme des garants pour garantir ce qu'on appelle des concertations préalables ou bien des débats publics, c'est-à-dire des moments de participation du public qui se déroulent très en amont de toute décision.

Si on peut passer à la diapo suivante s'il vous plaît. Alors vous connaissez peut-être un certain nombre d'entre vous, l'enquête publique. L'enquête publique, c'est vraiment le moment final juste avant la décision d'autorisation d'un projet ayant un impact sur l'environnement. Ça, c'est vraiment ce qu'on appelle la participation aval, la participation finalement, quand le projet est vraiment ficelé et bien nous, ce soir, nous sommes dans un cadre différent. Nous sommes dans le cadre d'une concertation préalable. Sur un grand projet et préalable à quoi ? Et bien préalable justement à l'enquête publique,

c'est à dire qui se passe vraiment le plus possible au début d'un processus de projet et à ce moment d'un processus de projet, la participation, elle doit porter, c'est la Loi qui l'exige, à la fois sur l'opportunité, sur les objectifs et enfin sur les caractéristiques.

Ça veut dire que notre discussion de ce soir, elle porte bien sur ces 3 éléments. L'opportunité, c'est à dire que c'est le moment de poser la question : Faut-il vraiment faire ce projet ? Est-ce qu'il est opportun, est ce qu'il est utile ensuite ? Quels objectifs il poursuit ? Et ces objectifs sont-ils les bons ? Est-ce qu'il y a éventuellement d'autres projets qui pourraient poursuivre les mêmes objectifs ? Et enfin, les caractéristiques qui sont souvent les caractéristiques techniques, la taille de l'infrastructure ou du projet industriel. Pour ce qui nous concerne, ce soir, les technologies utilisées, les impacts environnementaux tels qu'on peut les connaître à ce stade, et cætera.

Si on peut passer à la diapo suivante, s'il vous plaît. C'est très important d'être très clair sur ce que cela, ce à quoi cette concertation doit servir. Elle sert en fait à préparer, en tout cas, et vraiment à éclairer le décideur. Le décideur, en l'occurrence, il faut être très précis, nous sommes sur une concertation préalable à la décision d'autorisation administrative du projet et donc c'est bien l'État qui décidera in fine d'autoriser ou non ce projet, mais bien entendu l'autre décideur dans notre projet de ce soir, c'est Orano, l'entreprise qui porte ce projet, qui est donc le porteur de projet.

Après la concertation qui se terminera le 9 avril, les garants que nous sommes publieront sous un mois un bilan qui fera état de l'ensemble des arguments, des propositions, des questions qui auront été émises par le public. Pour répondre à ce bilan, le porteur de projet Orano aura un délai de 2 mois. Il répondra à l'ensemble de ces propositions, questions et recommandations des garants et enfin, la Commission nationale du débat public rendra elle, un avis en termes qualitatifs : c'est à dire qu'elle ne se prononce pas sur le fond du projet mais qu'elle évaluera la qualité de la réponse du maître d'ouvrage, du porteur de projet qu'est Orano.

Si Orano décide, à l'issue de l'ensemble de cette phase, de poursuivre le projet d'une façon ou d'une autre, en le modifiant, à la marge ou de façon substantielle. Alors la concertation se poursuivra et la CNDP nommera à nouveau des garants pour que la participation du public continue jusqu'à l'enquête publique. C'est un point important, la participation, ce n'est pas juste des moments et puis ensuite un grand silence. La participation, c'est un continuum, c'est un processus continu, jusqu'à l'enquête publique.

On va poursuivre s'il vous plaît, avec la diapo suivante. Les quelques principes que nous souhaitons respecter, que nous essayons de respecter. Nous sommes dans une concertation dont les modalités ont été décidées par la Commission nationale du débat public et donc les 6 principes qui sont à l'écran s'imposent : Neutralité, indépendance -je crois que j'en ai déjà parlé-, la transparence - c'est important. L'ensemble des échanges que nous avons sont publics et sont rendus publics sur le site internet de la concertation et ils ont vocation à être publics. Tous les échanges sont publics, peut-être un tout petit point important sur les 2 principes suivants : L'argumentation et l'égalité de traitement. C'est très important dans les réunions garanties par la CNDP, nous vous demandons systématiquement d'exposer des arguments, donc ce ne sont pas seulement des avis ou des positions. Quand vous avez un avis ou une position, d'expliquer pourquoi, c'est un point très important. Et le 5e principe, l'égalité de traitement—: Qui que vous soyez, quelle que soit votre fonction, vous pouvez éventuellement représenter des personnes, une association, une entreprise, une collectivité, mais ce n'est pas, ça ne pondèrera pas votre parole. Vous avez tous le droit à la même parole et à être entendus, puisque ce qui compte, ce sont vos arguments. Et là le bilan que nous ferons d'ailleurs ne comptera pas le nombre de personnes représentées ou le nombre de personnes qui auront dit ceci ou cela. Mais nous ferons vraiment ce qu'on appelle un bilan des arguments pour bien saisir à quoi finalement aura abouti la concertation. Ce n'est pas un sondage, ce n'est pas une enquête d'opinion.

Enfin, pour terminer : l'inclusion. Les modalités de cette concertation sont les plus inclusives possibles. Donc, nous avons ici une web conférence qui a été aussi organisée dans le but de permettre à des personnes qui sont loin du Tricastin, qui sont loin du site, de réfléchir et de pouvoir contribuer et participer à cette concertation et donner leur avis et aussi au vu du sujet de ce soir bien entendu qui concerne les questions géopolitiques et commerciales qui sont des questions éminemment nationales

et surtout internationales en réalité. Et c'est pour cela que nous avons souhaité cette modalité particulière de discussion qui est une discussion via Zoom.

Si on peut passer à la diapo suivante. Voilà, nos 3 photos qui expliquent simplement que nous accompagnons donc ce processus. Nous sommes nommés par la CNDP. Nous rendons compte et nous ferons le bilan de cette concertation. C'est très important aussi du coup d'insister pour vous dire que si, pour une raison quelconque, vous avez besoin d'une information que vous n'arrivez pas à obtenir. Si pour une raison quelconque vous n'êtes pas satisfait ou vous souhaitez proposer des modalités de concertation complémentaires ou des façons d'échanger qui ne vous conviennent pas vraiment, on vous demande s'il vous plaît de nous contacter. Vous avez l'ensemble de nos contacts sur le site internet de la concertation et on va passer enfin, dernière petite diapo très courte, s'il vous plaît. Voilà, pour vous expliquer aussi la façon dont la réunion de ce soir et cette concertation se situent dans un certain nombre d'ensemble de discussions, qui ont lieu par ailleurs ou qui ont eu lieu par ailleurs sur les questions énergétiques.

Donc le projet d'Orano est évidemment un projet industriel particulier qui correspond à un objectif commercial et industriel tout à fait précis, mais nous avons souhaité aussi replacer cette discussion dans un ensemble de discussions, de concertation ou débat public qui ont lieu ou qui ont lieu sur les questions énergétiques. Aujourd'hui, ces questions sont très fortes dans le débat, très fortes dans la presse, et mobilisent beaucoup de personnes et on souhaitait donc vous vous faire simplement un petit rappel des autres moments où on peut parler d'énergie en général, de nucléaire en particulier et bien avoir en tête que l'ensemble de ces sujets à un moment donné s'articulent dans un projet de Loi. Donc Loi de programmation Energie et Climat qui devrait se dérouler, qui devrait en tout cas être étudiée par le Parlement en milieu d'année 2023, qui est la Loi et la politique publique qui articulera l'ensemble des décisions, des projets et des planifications de projets sur la question énergétique au sens très large. Enfin, je crois que c'est la dernière diapo. Je vais juste me permettre un dernier élément. Vous me confirmez que c'est la dernière diapo je crois.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 00:53:30

Oui tout à fait.

M. Etienne BALLAN, garant 00:45:11

Un tout petit élément qui est important, c'est de vous inviter à la réunion de synthèse du 4 avril. Bien préciser que notre réunion de ce soir est un moment important. C'est un peu un moment où nous allons toucher à ce qui fait, en tout cas du point de vue d'Orano, tel qu'ils l'ont exprimé, ce qui fait l'essence-même de l'opportunité de leur projet, c'est-à-dire un projet qui doit répondre à un besoin, un besoin émanant de clients électriciens répartis de par le monde.

Cette réunion est donc très importante, mais l'ensemble de ce qui se sera dit ce soir et de ce qui s'est dit dans les autres réunions précédentes sur les questions environnementales, sur les questions du parcours du combustible, sur un certain nombre d'autres points seront repris et ramassés et on espère articulés à la réunion du 4 avril. La réunion du 4 avril se déroulera avant la fin de la concertation. C'est le 9 avril, je vous le rappelle, mais on souhaite vraiment vous inviter à participer à cette réunion du 4. Ce sera la réunion d'une certaine manière où on pourra articuler l'ensemble des arguments et l'ensemble des sujets qui auront été traités. D'ici là et très rapidement, notre réunion de ce soir sera mise en ligne pour que toutes les personnes qui n'ont pas pu participer puissent prendre connaissance des échanges qui seront j'espère, et j'en suis certain, très riches.

Et je vous remercie et je vous souhaite une excellente réunion avec des échanges très constructifs et instructifs.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 00:54:49

Merci. Merci de ces précisions, ces explications. Je vous propose qu'on diffuse maintenant la petite vidéo qui présente le projet en quelques minutes.

Vidéo de présentation Orano : Pour mieux comprendre le projet 00:05:47

Quel est le rapport entre le conflit Russo-Ukrainien et l'extension de l'usine d'enrichissement Georges-Besse 2 ? On va vous expliquer.

L'uranium sert de combustible aux réacteurs nucléaires. Le conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine pourrait perturber et même interrompre la fourniture d'uranium enrichi russe aux centrales nucléaires occidentales, qu'il approvisionne aujourd'hui à hauteur de 30%. Dans ce contexte, certains producteurs d'électricité nucléaire souhaitent sécuriser leurs approvisionnements. La demande en uranium enrichi occidentale devrait donc augmenter en substitution aux approvisionnements russes. D'ici 2028, la production devra s'adapter pour éviter que le combustible ne vienne à manquer. Dans le monde, quatre fournisseurs sont capables d'enrichir l'uranium utilisé pour produire de l'électricité. Deux sont européens, dont l'entreprise française Orano, n°3 mondial.

Que fait Orano en matière d'enrichissement ? En France, l'entreprise Orano enrichit l'uranium sur le site du Tricastin, dans son usine Georges-Besse 2 qui comporte deux unités de production. Aujourd'hui pour répondre aux besoins du marché et à ses contrats, Orano produit 7,5 millions d'UTS. L'UTS, c'est l'unité qui sert à quantifier l'uranium enrichi. Pour satisfaire la nouvelle demande, Orano propose d'augmenter sa production pour atteindre sa pleine capacité, 11 millions d'UTS.

En quoi consiste le projet ? L'usine Georges-Besse 2 compte actuellement 14 modules de production. Orano propose d'en rajouter 4. Ils seraient identiques à ceux existants et installés sur une zone déjà prévue à cet effet dès la construction de l'usine, dans les années 2000.

Que se passerait-il si on ne faisait rien ? Ne pas augmenter la capacité de production, cela reviendrait à laisser le monopole aux concurrents européens.

Quelles seraient les alternatives ? Implanter l'extension ailleurs en France ou aux États-Unis ? Il n'existe pas d'infrastructure aussi avancée. Il faudrait donc construire une usine complète, choisir une autre technologie que celle utilisée au Tricastin. La centrifugation reste, à ce jour, la méthode la plus éprouvée et la plus économe en énergie et en eau.

Voici les grandes lignes du projet d'Orano. Pour en savoir plus, participer à la concertation et donner votre avis lors des rencontres publiques et sur le site www.projetextensiongb2.fr.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 00:57:42

Voilà, après ces quelques éléments vidéo, je propose à Monsieur Peythieu de présenter le projet un peu plus en détail dans le contexte géopolitique et ses enjeux commerciaux.

M. Jacques PEYTHIEU, Directeur Général Orano Chimie-Enrichissement 00:58:00

Bonjour à toutes et à tous. Je suis Jacques Peythieu, Directeur général de Orano Chimie-Enrichissement de la filiale d'Orano qui s'occupe de la conversion et de l'enrichissement de l'uranium. Donc effectivement, on vous a préparé une petite présentation pour expliquer dans quel contexte nous voulons faire ce projet, quel contexte énergétique concurrentiel effectivement, géopolitique.

Alors premièrement, on s'inscrit dans un contexte où le nucléaire est vu par un certain nombre d'États comme une énergie complémentaire aux énergies renouvelables pour faire une énergie pilotable et décarbonée. Donc comme un des moyens de lutter aussi contre le réchauffement climatique. Vous avez

vu, vous voyez sur cette page plusieurs scénarios issus de différentes entités. Ça peut être l'AIEA (l'Agence Internationale de l'Energie Atomique), UxC est une institution indépendante des producteurs et des électriciens, qui est une agence qui à la fois, publie les prix de l'uranium mais aussi des études sur le marché du nucléaire. L'Agence Internationale de l'Energie et puis le WNA qui est l'Association des producteurs et des électriciens nucléaires.

Vous voyez que tous prévoient plutôt des scénarios médians, qui sont à la hausse. Le plus bas d'entre eux étant celui d'UxC pour le scénario médian, médian et prévoyant une croissance de 36%. Alors évidemment, vous avez des scénarios, l'éventail des possibles est très large, avec des scénarios beaucoup plus optimistes, des scénarios plus dégradés avec une quasi-stabilité de la base installée nucléaire. Alors on a choisi de retenir celui, celui d'UxC à la fois, parce que c'est le plus prudent - Je vais passer à la page suivante, Aurélie- à la fois parce que c'est celui qui est le plus prudent et celui qui nous permettait d'analyser par zone géographique les besoins d'enrichissement, puisque ce scénario de d'énergie nucléaire se traduit après en besoin d'enrichissement pour les réacteurs.

Et donc vous voyez ici les différentes strates par zone géographique, des besoins en enrichissement. Donc, si on part par le bas, vous voyez que l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord sont relativement stables, c'est-à-dire que les nouvelles constructions en gros compensent les fermetures de réacteurs. Vous avez ensuite le Japon qui lui, est en croissance, mais en fait, il faut-il faut savoir qu'il n'y a que 9 réacteurs sur les 50 qui fonctionnaient avant Fukushima qui ont déjà redémarré et on prévoit, le Japon prévoit d'en redémarrer une trentaine donc, d'où une forte augmentation du Japon entre maintenant et 2040. L'Europe de l'Est, c'est une certaine stabilité aussi. La Corée du Sud, qui a changé de politique récemment avec un changement politique et qui maintenant réaffirme son soutien dans le nucléaire et dans les nouvelles constructions. Et puis une zone Afrique et Moyen-Orient qui se développe. Alors, il y a déjà des réacteurs aux Émirats, mais l'Arabie Saoudite annonce aussi un programme nucléaire. Voilà l'Amérique du Sud et l'Inde reste assez marginaux pour le moment.

Et puis alors, vous avez la grosse part du gâteau qui est la Chine. Donc c'est toute la partie rouge clair en haut. Donc là clairement une augmentation très significative du parc nucléaire. Les Chinois sont sur la route qu'ils ont tracée et suivent l'augmentation de leur programme. Et vous voyez que la Russie est relativement stable.

Alors déjà ici, on peut dire que les 2 pavés rouges du haut sont des marchés qui nous sont fermés. Globalement, c'est un monopole de l'enrichisseur chinois en Chine et puis de l'enrichisseur russe en Russie, avec une certaine asymétrie, puisque si ces marchés nous sont fermés, rien n'empêche ces producteurs de vendre sur les marchés occidentaux. Donc, le marché qu'on adresse, ce sont plutôt effectivement les strates colorées en dessous des parties rouges. Alors on a l'impression que c'est une stabilité mais enfin on a quand même de 33 millions d'UTS pour aller vers 40 millions, donc c'est quand même une augmentation de 20% entre maintenant et 2040, soit l'équivalent de l'usine d'enrichissement actuel du Tricastin.

Alors maintenant, quels sont les acteurs de ce marché ? C'est un marché qui est très concentré puisqu'il n'y a que 4 enrichisseurs aujourd'hui : 2 enrichisseurs européens, Urenco et Orano. Urenco étant beaucoup plus gros que nous, puisqu'il représente à peu près 30% de la capacité mondiale là où nous représentons 12%. Mais c'est exactement la même technologie parce que nous la partageons avec Urenco à travers une filiale qui s'appelle ETC et qui fabrique les centrifugeuses. Vous avez Rosatom, donc l'enrichisseur russe qui est le plus puissant avec 43% des capacités installées. Et puis l'enrichisseur chinois CNNC qui représente 13% et qui pour le moment a plutôt vocation à servir son parc domestique. Donc on voit très peu les Chinois sur l'export. Ce qui veut dire que le marché, le marché occidental est partagé entre 3 grands producteurs aujourd'hui : Urenco, Orano et Rosatom et nous présentons la part la plus faible de ces producteurs. Et vous voyez sur la droite, alors la part de la Russie dans l'approvisionnement de l'Europe, donc 31% en 2021, ça c'est le rapport Euratom 2021 et puis 28% aux États-Unis. Donc c'est le rapport du Department of Energy, c'est-à-dire le ministère de l'Énergie américain qui indique qu'en 2021, 28% d'uranium enrichi livré aux États-Unis provenait de Russie. Donc effectivement une forte part de la Russie qui évidemment dans un contexte de conflit Russo-Ukrainien, pose beaucoup de questions à la fois aux autorités politiques mais aussi aux électriciens.

Si on passe sur la page suivante. Alors justement, ce cadre réglementaire, quel est-il ? Alors aux États-Unis, il y avait déjà ce qu'on appelait le *Russian Suspension Agreement* qui avait été - donc c'est un accord entre la Russie, les États-Unis qui prévoyait donc, bien avant la guerre en Ukraine, en octobre 2020, une limitation des importations russes sur l'enrichissement, puisque les États-Unis s'inquiétaient effectivement de la part trop grande de la Russie, et donc un objectif de baisser de 25% cette part à 15% à l'horizon 2030. Donc ça, c'était déjà inscrit avant la guerre en Ukraine, mais évidemment la guerre en Ukraine, vous voyez, on vous a mis une citation de certains sénateurs dans le bas du slide. Depuis la guerre en Ukraine, les États-Unis, évidemment, s'interrogent sur cette dépendance partielle à la Russie et veulent la réduire le plus vite possible et des sénateurs américains ont introduit il y a quelques jours un projet de Loi visant à n'avoir plus d'uranium russe à partir de 2028. Ce qui suppose évidemment des fournitures par les autres enrichisseurs occidentaux. Donc on verra comment ce projet de Loi prospère au Parlement américain, mais en tout cas, il y a clairement un objectif côté américain de réduire cette dépendance partielle à la Russie.

En Europe, après la chute du mur de Berlin et au moment où les frontières se sont ouvertes par rapport aux exportations russes, là aussi, les ministres de l'époque des Affaires étrangères ont souhaité contrôler quand même ces importations venant de Russie et avaient fixé, dans une déclaration dite de Corfou, à 20% de la part des Russes. Mais cette déclaration n'est pas contraignante. Euratom, l'Agence européenne d'approvisionnement est en charge de la mettre en œuvre, mais elle n'est pas vraiment contraignante juridiquement. Et au moment où l'Europe a intégré beaucoup d'anciens pays de l'Est, de l'ancien bloc soviétique, cette part a augmenté parce que ces électriciens des pays de l'Est étaient très dépendants de la Russie, puisque le design de leur combustible venait de Russie parce que c'est des réacteurs russes.

Donc la part a progressivement monté au-delà de 20% en Europe. Mais là aussi, il y a une prise de conscience des autorités européennes à travers la Commission européenne qu'effectivement, cette dépendance pouvait présenter un risque et qu'il convenait d'augmenter les capacités, et de conversion et d'enrichissement et de fabrication de combustibles, pour rendre l'Europe plus indépendante de la Russie. Donc c'est vraiment dans ce contexte qu'on s'inscrit. Donc là, c'est le contexte réglementaire. Mais dans le même temps, vous avez les électriciens aussi qui de leur côté, soit aussi pour des raisons effectivement de sécurité d'approvisionnement, soit pour des raisons d'image, soit parce qu'ils anticipent ces mouvements réglementaires, souhaitent clairement se diversifier. Et très peu d'électriciens enfin, voire pas du tout, d'électriciens occidentaux, souhaitent signer de nouveaux contrats avec Rosatom, l'enrichisseur russe.

Si on passe sur la page suivante. Voilà donc, dans ce contexte, on a simulé ce que donnerait une réduction des parts de marché de la Russie sur les marchés seulement européens et américains. Donc aujourd'hui, la part de marché russes représente 7,8 millions d'UTS, c'est la colonne de gauche. Si la part de marché des Russes baissait à 10%, il faudrait 5,2 millions d'UTS de plus produit par des enrichisseurs occidentaux pour compenser cette baisse de la part de marché des Russes. Et si nous passions les Russes à 0%, il faudrait compenser l'ensemble des 7,8 enfin, l'arrondi fait 7,9 millions d'UTS pour compenser cette baisse. Donc un besoin de nouvelles capacités d'enrichissement occidental si on vise une réduction de la part de marché des Russes.

Alors Orano, dans ce contexte - c'est la page suivante Aurélie - Orano, dans ce contexte, était déjà diversifié. Orano ne vend pas qu'à EDF, vous voyez que le chiffre d'affaires français ne représente que 37% de nos ventes pour la filiale Orano Chimie-Enrichissement. Vous avez 27% de notre chiffre d'affaires qui est fait avec les États-Unis, 25% avec l'Asie, donc c'est essentiellement le Japon et la Corée du Sud et puis 10% avec les autres pays d'Europe et puis le Moyen-Orient c'est à dire en gros les Émirats qui ont quelques réacteurs nucléaires. Vous voyez on avait déjà un portefeuille de clients très diversifiés et c'est à ce portefeuille diversifié de clients que nous souhaitons répondre puisque nous avons des demandes des clients pour justement, réduire la part de marché des Russes et commander plus auprès d'Orano. Donc, ces discussions sont en cours.

Et le marché ? Alors le marché, évidemment de l'enrichissement, avait commencé à se redresser à partir de 2018, alors sous l'influence effectivement déjà de prises de décisions de certains pays plus favorables au nucléaire, donc avec l'annonce de nouvelles constructions, donc ça avait commencé à se

redresser, mais évidemment, le prix de l'enrichissement a littéralement doublé au moment de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, puisque l'ensemble du marché s'est inquiété effectivement de la disponibilité de l'enrichissement russe et donc le signal prix donné par le marché est extrêmement important. Et le prix redevient dans une zone, rejoint une zone où il est possible effectivement d'envisager des augmentations de capacité, ce qui n'aurait pas été le cas avec des prix autour de 60\$. Cela n'aurait pas été rentable, mais avec des prix sur les niveaux d'aujourd'hui, on peut effectivement envisager des augmentations de capacité dans le monde occidental.

Si on passe sur la page suivante Aurélie donc dans ce cadre-là, nous souhaitons effectivement utiliser une réserve foncière qui existait depuis le début puisque ce projet existait avant Fukushima de passer la capacité de l'usine du Tricastin de 7,5 à 11 millions, mais avait été gelée suite à l'accident de Fukushima et à l'arrêt d'un certain nombre de réacteurs. Donc l'objectif de cette extension donc vous l'avez compris, c'est effectivement de répondre aux besoins de nos clients qui souhaitent diminuer la part russe de leur approvisionnement et de répondre aussi éventuellement, aux demandes réglementaires, politiques qui seront faites dans ce cadre-là. Et donc nous envisageons de créer 4 modules exactement identiques à ceux qui sont existants. C'est la même technologie et donc il n'y a pas de risque technologique associé à ce à ce projet.

Alors par contre, effectivement nous souhaitons sécuriser notre investissement et son financement à travers des contrats clients que nous sommes en train de négocier. Il reste aussi à la concertation à se dérouler puisque nous pourrions remettre notre modification du dossier d'autorisation de création de l'INB qu'à l'issue de cette concertation. Il reste aussi à valider cet investissement par le Conseil d'administration qui s'attachera à vérifier que nous avons effectivement contractualisé une majorité de cette extension avec nos clients.

Et l'objectif est de produire assez rapidement puisque les besoins de nos clients sont rapides pour se diversifier, donc dès 2028. Je crois qu'on a un calendrier derrière détaillé. Voilà. Donc nous sommes là tout à fait dans la première étape de ce projet qui sera suivi, comme je l'indiquais effectivement, fin 2023, d'une remise, à l'issue du débat, une remise du dossier, la modification du dossier d'autorisation de création de l'Autorité de Sûreté puis d'une enquête publique qui aura lieu au premier semestre 2024, donc enquête publique, donc après l'autorisation par le Conseil d'administration qui devrait avoir lieu avant la fin de cette année 2023. Et puis nous anticipons un début des travaux, c'est-à-dire le génie civil au 3e trimestre 2024. Et puis après encore le processus réglementaire avec le décret de modification de de l'INB. Et puis une première mise en service en 2028 pour une capacité entière de l'extension atteinte en 2030.

Voilà ce que je voulais vous dire sur ce projet qui est effectivement beaucoup plus motivé par le contexte géopolitique que par le contexte de croissance du nucléaire, qui, même s'il se confirmait, serait un plus à ce projet.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:13:12

Merci, merci de ces éléments. On va passer à notre premier temps d'échange avec le public. En termes d'organisation très concrète : pour prendre la parole, vous pouvez lever la main. Les micros sont coupés pour des questions d'organisation et éviter les bruits parasites, mais bien évidemment, on réactivera vos micros autant que de besoin. Donc quand vous souhaitez intervenir, vous pouvez lever la main. Alors selon les logiciels, c'est soit dans réaction, soit dans participant. Donc vous pouvez cliquer sur lever la main et puis au fur et à mesure, je réactive votre micro. Quand j'active votre micro, vous devez vous aussi l'activer de votre côté, vous avez une manipulation à faire pour activer votre micro. Et puis ensuite, vous pouvez vous exprimer autant que vous le souhaitez, sur notamment les éléments qui viennent d'être présentés par Monsieur Peythieu.

Donc voilà, si certains d'entre vous souhaitent commencer dès maintenant, sachant qu'on aura un 2e temps d'échange. Je précise également qu'il y a un tchat dans lequel vous pouvez écrire si vous le souhaitez et les garants relaieront oralement les questions si besoin.

Est-ce que certains d'entre vous souhaitent soit poser des questions de précision, de compréhension, soit peut-être faire une observation, une contribution sur le projet qui vient d'être présenté et sur plus largement ce contexte, avant qu'on ne passe à la table ronde entre les associations ? Donc n'hésitez pas à lever la main si vous souhaitez intervenir. Je laisse à chacun, peut-être, le temps de s'approprier pour ceux qui n'ont peut-être pas l'habitude, ce mécanisme de lever la main et d'ouvrir le micro. Mais a priori, je n'ai pas de..., je vérifie pour ne pas frustrer quelqu'un, mais je pense qu'il n'y a pas de demande de prise de parole à ce stade, ni de question ou d'observation dans le tchat, si ce n'est effectivement Toff qui fait - je m'excuse, j'utilise votre surnom, mais comme c'est le nom que vous donnez, je l'utilise. Sur le caractère confidentiel de cette webconférence, Monsieur Ballan, allez-y. Je crois que vous pouvez.

M. Etienne BALLAN, garant 01:15:34

Oui, merci beaucoup. Justement, je souhaitais réagir à la remarque de l'internaute en ligne sur la dimension confidentielle de cette webconférence. Effectivement, on aurait pu espérer un peu plus de participants. Alors le point important, je l'ai déjà dit tout à l'heure, l'ensemble de ces éléments sont enregistrés et sont disponibles assez rapidement sur le site internet de la concertation, ce qui, quand même, est un point important pour nous parce que ça veut dire que les échanges que nous avons là, et notamment les informations que Monsieur Peythieu vient de donner, sont du coup à partir de maintenant dans le domaine public et accessibles pour tous. Alors effectivement c'est un peu dommage parce que l'échange pourrait être peut-être plus fourni s'il y avait plus de monde. Mais le point important, c'est que ce n'est pas seulement un *one shot* en quelque sorte, pas seulement à un moment, mais c'est une aussi une trace, et nous pourrions d'ailleurs nous en resservir lors de la réunion de synthèse du 4 avril. Voilà donc c'était un petit point.

Quant aux causes et aux raisons pour lesquelles il y a peut-être un petit peu moins de monde, ben c'est toujours pareil, on ne peut pas forcer des personnes à venir. On a essayé de je crois, de communiquer le plus largement possible, mais c'est vrai dans un temps quand même assez contraint et il est vrai que la participation est un peu moins importante qu'espérée. Dernier point, ce n'est pas le seul endroit où on discute de ces points-là et d'autres modalités sont développées et déployées pendant la concertation, notamment en allant vers les personnes et leur posant un certain nombre de questions. Alors si vous me permettez simplement du coup, puisque nous avons recueilli déjà de nombreux avis et de nombreuses questions sur le sujet, la question de la dépendance en tout cas ou en tout cas le lien avec les Russes, il me semble que ... Monsieur Peythieu, je voulais vous remercier d'une part de la précision et des éléments tout à fait concrets que vous mettez à disposition du public de cette façon. Il y avait néanmoins dans les premiers échanges qu'il y a eu dans les réunions précédentes, un appui en tout cas de la part d'Orano sur et donc je vais me permettre de relayer si vous me permettez simplement les échanges qui ont déjà eu lieu auparavant, qui concernaient véritablement les électriciens américains. C'est à dire le sentiment et l'expression à plusieurs reprises de la part d'Orano que les clients prioritaires, les premiers clients sont vraiment, qui sont finalement, qui vont justifier ou qui justifieraient en tout cas la décision d'Orano d'investir, étaient les clients américains. Vous nous avez néanmoins parlé de la déclaration de Corfou qui était un point important et du souhait en tout cas, enfin du fait que la part de marché russe qui devait être limitée à 20% à l'époque de la déclaration de Corfou et a depuis en réalité finalement augmentée. Est-ce que vous pourriez nous éclairer et éclairer le public sur les perspectives que vous voyez plus précisément du côté européen et non pas seulement américain ? Et à quel terme il vous semble que les autorités européennes s'engagent véritablement dans une réduction de cette part de marché. Est-ce que c'est le même rythme que les Américains ? Est-ce que c'est toujours dans le cadre de la déclaration de Corfou ? Est-ce c'est un autre texte qui pourrait venir et être plus contraignant que la déclaration de Corfou ? Enfin, je vous pose des questions un petit peu en vrac, mais donc en fait finalement le point essentiel, c'est de savoir si la locomotive de votre projet, c'est plutôt les États-Unis ou si c'est véritablement les États-Unis, mais également l'Europe occidentale ?

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 01:19:00

D'accord. Alors oui, alors je vous confirme qu'effectivement, notre projet a vocation à servir tous les électriciens occidentaux. Il est vrai qu'à la date d'aujourd'hui, les clients américains sont dans une dynamique qui est plus proactive que les clients européens. Les clients européens sont des dynamiques à très court terme puisqu'effectivement ils craignaient une rupture d'approvisionnement venant de la Russie. Les clients américains résonnent à moyen et long terme, voyant de toute façon que le gouvernement américain aura une politique très stricte sur les importations russes.

La Commission européenne, vous l'avez vue, fait des déclarations. Il n'y a pas encore beaucoup d'actes et là je suis en mal de vous répondre parce que je suis mal placé. C'est une question plus pour les politiques. Je suis mal placé pour vous répondre à quel moment effectivement, elle compte prendre des décisions sur des quotas, sur ce qu'on veut, sur des droits de douane, des restrictions. Là-dessus, nous avons une déclaration politique quand même relativement claire de la Commission européenne sur la volonté de réduire la dépendance. Nous nous sommes dans l'attente de voir comment cela va se traduire en termes d'actes réglementaires.

Or néanmoins, certains clients sont quand même actifs pour sécuriser leur approvisionnement moyen terme y compris en Europe.

M. Etienne BALLAN, garant 01:20:34

Merci.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:20:35

Merci de ces précisions. Je ne vois toujours pas de main levée. Peut-être que sauf un regret, je vous propose peut-être qu'on passe tout de suite à la table ronde et puis on reviendra sur.. Il y aura un 2e temps d'échange qui est prévu et qui sera peut-être l'occasion de revenir sur des sujets.

Donc on va débiter cette table ronde, qui donc porte sur le thème, qui est en lien avec le thème de notre de notre réunion évidemment : Le projet est-il opportun, dans le contexte géopolitique actuel ? avec les associations qui ont bien voulu être parmi nous ce soir. Donc je redonne le nom des associations qui sont présentes ce soir donc Pauline Boyer pour Greenpeace, André Dubois pour PNC France, Valérie Faudon pour la SFEN.

Et voilà effectivement, Madame Boyer, on va commencer par la vidéo de Négawatt, que j'excuse à nouveau Monsieur Marignac, qui n'a finalement pas pu être présent ce soir, mais qui a prévu une petite vidéo alors qu'on a reçue pendant le début de nos échanges. Donc on va la passer en espérant que la technique soit avec nous ce soir et qu'on ne rencontre pas de difficulté pour la charger. Donc Naïs, si tu peux essayer de passer la vidéo de Négawatt, voilà.

Message vidéo de M. Yves MARIGNAC, Négawatt 01:22:01

Bonjour, Bonsoir. Pardon de ne pas être avec vous. Si je m'exprime à travers cette vidéo, c'est que malheureusement je ne suis pas en mesure de me joindre directement à vous pour cette réunion de concertation. Je voudrais malgré tout, même si je ne suis pas en mesure du coup de réagir directement aux propos d'Orano, du maître d'ouvrage, apporter un éclairage et peut-être élargir la question de géopolitique associée au nucléaire en commençant simplement par rappeler que depuis 70 ans que la production nucléaire d'électricité existe, elle n'a jamais fourni plus de 3% de la

consommation finale d'énergie dans le monde et qu'elle n'a jamais été exploitée dans plus de 33 pays. Pourquoi ces chiffres ? Parce que en fait, les technologies et les matières nucléaires, de par leur caractère qu'on dit proliférant, c'est-à-dire la possibilité de détourner leur utilisation civile à des fins militaires, fait l'objet internationalement de fortes limitations de son usage, de son partage et de fait par contraste extrêmement fort avec les énergies renouvelables qui sont partout, le nucléaire est une énergie très peu partagée et très peu partageable. C'est même historiquement sans doute pendant la Guerre froide, le principal, cette raison géopolitique à la fois l'accès à la puissance symbolique d'être un exploitant nucléaire, mais aussi le risque lié à une trop large dissémination de ses activités qui a été à la fois, le principal moteur et le principal frein du développement du nucléaire pendant la Guerre froide.

C'est donc clairement une des activités qui génère d'un point de vue géopolitique les interdépendances entre États qui signent notamment des accords pour la moindre coopération, ou a fortiori, l'exportation de réacteurs. Donc un levier d'interdépendances les plus fortes et les plus durables entre États. Une fois qu'on a posé ça, comment regarder la proposition d'Orano d'augmenter la capacité d'enrichissement à Georges Besse 2 sous ce prisme géopolitique ?

À première vue, lorsque je rappelle que Rosatom détient aujourd'hui je crois pratiquement 45% de la capacité mondiale d'enrichissement, c'est un mouvement qui peut viser à réduire cette mainmise, à augmenter l'indépendance de la France et par extension, des États européens dans ce domaine. Mais ça ne sera que de façon limitée et surtout, surtout, ça n'empêchera pas sans doute l'expansion de l'influence russe autour de ces sujets puisque en fait, si on la remet en perspective et si on l'envisage dans des conséquences plus systémiques et à plus long terme, la proposition d'Orano, elle revient en fait à entériner ce régime géopolitique d'influences, de ségrégation entre États qui accèdent à cette puissance nucléaire civile et États qui en sont écartés, de logique également géopolitiques de risques, associés à la sécurité ou l'insécurité de ces activités.

Donc voilà, c'est entériner un régime géopolitique dont on peut sérieusement questionner à l'heure de l'avènement de la transition énergétique et des énergies renouvelables, le bien-fondé.

Et puis surtout, dans le cadre de ce régime géopolitique d'influence nucléaire et bien, encourager par ce geste le maintien et le développement d'activités nucléaires dans le monde, c'est en fait dérouler un tapis rouge à la Russie lorsqu'on sait qu'elle est, de très loin, le leader dans le marché d'exportation de réacteurs et de services associés. Aujourd'hui, il y a 59 réacteurs en construction dans le monde. 24 d'entre eux le sont, non pas par les filières domestiques, mais à travers une exportation et sur ces 24 20 le sont par la Russie. C'est dire la mainmise de la Russie dans ce domaine et donc derrière l'apparence d'une action de réduction de l'influence russe, l'effet probable de la décision projetée par Orano sera d'encourager une course au nucléaire dans le monde qui ne fera en réalité que favoriser la mainmise de Rosatom. C'est donc, d'un point de vue géopolitique, clairement un but contre son camp. C'est en tout cas à mon à mon sens sous cet angle qu'il faut envisager cette perspective. Merci de votre attention.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:27:56

Bien. On remercie Monsieur Marignac de nous avoir adressé cette vidéo qui, la technique étant avec nous ce soir, a pu fonctionner. Je propose maintenant à... Alors on est parti sur l'ordre alphabétique des associations, donc je propose à Madame Boyer, pour Greenpeace de débiter le tour de table avec les associations qui ont pu participer, donc Greenpeace, puis ensuite ce sera André Dubois pour PNC France et puis Valérie Faudon pour la SFEN. L'idée étant qu'on fasse un premier tour de table pour que chacun puisse un peu à la manière de Monsieur Marignac se présenter et présenter son association et puis dire en quelques mots son point de vue, sa perception du sujet et puis ensuite que chacun puisse rebondir et se répondre pour avoir un débat en présence du public qui ensuite pourra intervenir à nouveau.

Madame Boyer pour Greenpeace, si vous voulez bien intervenir. Alors je vérifie : Est-ce que votre micro fonctionne ?

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 01:29:04

Voilà, ça y est, ça fonctionne. Bonsoir à toutes et tous. Donc suite à cette présentation, je vais commencer par dire que donc le scénario sur lequel se base le projet est loin d'être un scénario qui est acté. Aujourd'hui, la consultation de débat public qui a eu lieu sur la relance d'un programme nucléaire n'a même pas rendu sa copie au gouvernement et les débats n'ont pas encore eu lieu au Parlement.

Et étant donné qu'enfin se baser sur une augmentation, en tout cas sur la relance de réacteurs nucléaires et la poursuite d'un programme nucléaire en France alors qu'aujourd'hui la solution serait de sortir du nucléaire pour aller vers un mix énergétique 100% énergies renouvelables, donc nous, ça ne paraît pas approprié pour Greenpeace, d'agrandir l'usine d'enrichissement de Georges Besse puisque l'énergie nucléaire n'est pas adaptée face au dérèglement climatique.

Il n'y a aujourd'hui aucune étude sérieuse qui a étudié la vulnérabilité du dérèglement climatique des centrales nucléaires jusqu'à 2100, or aujourd'hui on arrive dans une période, les scientifiques disent une période complètement inconnue, et donc ça d'une part et d'autre part, l'objectif aujourd'hui, d'ici à 2030, c'est la réduction de moitié des émissions de gaz à effet de serre.

Et ça, ça va seulement être possible si on met en place une filière de développement des installations d'énergies renouvelables très rapidement et donc au lieu de mettre des moyens sur le nucléaire, c'est plutôt, enfin, il va bien falloir en mettre pour la sûreté nucléaire des réacteurs qui sont encore en fonctionnement bien sûr, mais la majorité devrait être mise sur les renouvelables.

Donc nous ne sommes pas d'accord sur la base en fait du projet et nous avons aussi un questionnaire par rapport à la souveraineté énergétique ou en tout cas le degré d'indépendance à la Russie que nous permettrait, que permettrait ce projet puisque ça n'a pas été évoqué, mais l'uranium naturel, enfin, en 2022 en tout cas, donc, il y a bien eu 1/3 d'uranium enrichi en provenance de Russie. Ça a été dit dans la présentation, mais nous avons également 43% d'uranium naturel qui provient du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, dont la majeure partie passe sur le sol russe et donc transite via Rosatom, ce qui nous rend dépendant pour quasiment la moitié de notre approvisionnement en uranium naturel - uranium naturel qui est la base du processus d'enrichissement. Donc il y a un questionnaire là-dessus.

Et par rapport aux liens avec la Russie et Rosatom, il est maintenant très documenté que les liens se font sur toute la filière de l'industrie nucléaire avec Rosatom, donc on est sur un petit, certainement un petit morceau de tout ça donc est-ce que voilà, enfin, on se pose vraiment la question, est-ce que la raison, qui est la première invoquée, la raison géopolitique, tient-elle vraiment la route ?

Et nous avons aussi un autre questionnaire sur les déchets. Enfin, les déchets, en tout cas, l'uranium appauvri qui est classé comme matière valorisable mais avec un gros questionnaire quand même sur le fait de requalifier, en tout cas une partie en déchets puisqu'on a aujourd'hui 324 000 tonnes d'uranium appauvri qui sont stockées sur les sites de Bessines et de Pierrelatte et donc l'enrichissement, enfin, la continuité de l'enrichissement d'uranium viendrait faire agrandir ces stocks, et pour nous, il est urgent d'arrêter de produire des déchets nucléaires et je vais m'arrêter là pour cette première présentation.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:33:39

Très bien. Je vous remercie de ces premiers éléments. Monsieur Dubois pour PNC France, je vous propose de vous présenter et puis de la même manière, en quelques mots de présenter votre perception du projet et du contexte. On va activer votre micro. Voilà, je l'ai activé. Parfait.

Tout d'abord, bonsoir à toutes et à tous. Merci de nous recevoir donc sur cette conférence qui permet donc au simple citoyen que je suis, donc de participer à cette réunion aussi importante pour notre avenir. Je fais partie de l'association PNC-France. Je suis adhérent à PNC-France qui est, qui défend donc patrimoine nucléaire et le climat. Alors, le climat avant le patrimoine nucléaire d'ailleurs, c'est comme ça. Je fais partie aussi d'un certain nombre d'autres associations de riverains dans mon environnement proche et on travaille beaucoup sur l'artificialisation des sols, la pollution atmosphérique, le bruit, et cætera, puis pour donner une petite note un peu plus gaie, je fais, je suis aussi secrétaire général de Site remarquable du goût des truffières du Tricastin. Vous voyez donc, on peut associer un petit peu tout ça.

Donc mes remerciements aussi, donc après la CNDP, c'est au responsable d'Orano pour les informations qui sont délivrées ; informations de qualité qui nous permettent d'avoir une vision de nos spécialistes et avec des liens qui nous permettent d'aller plus loin sur les questions techniques si on en ressent le besoin. Et je ne suis pas spécialiste, je voulais remercier aussi un membre de PNC-France qui est Monsieur Dominique Greneche, qui a bien voulu me passer quelques informations sur ces sujets et répondre à un certain nombre de questions.

Intervenir sur un contexte géopolitique et enjeux commerciaux du projet, c'est une gageure pour un non spécialiste. Le faire en quelques secondes, c'est encore une autre gageure, mais on va y arriver. Et puis le changement de programme a fait que c'est une 3e gageure, alors donc ça c'est un petit peu difficile pour le simple citoyen que je suis, mais on va y arriver. Je voulais simplement dire que nous nous militons souvent, donc pour les enjeux climatiques et ces enjeux climatiques sont renforcés par un contexte de recherche de souveraineté énergétique qui prend toute son importance avec une électrification issue des moyens bas carbone pilotables qui doivent répondre aux demandes industrielles, artisanales et domestiques en termes de coûts et de qualité d'alimentation.

Si l'on voit, si l'on veut diminuer effectivement notre empreinte carbone, il est évident qu'il faut mettre en œuvre des moyens d'électrification qui en France, qui est moyen bas carbone, à partir de l'industrie nucléaire puisque c'est l'industrie la moins carbonée, et que cette disposition va conduire à moyen terme donc, à une augmentation des demandes d'enrichissement d'uranium.

De nombreux pays intègrent le nucléaire, bon moi j'ai cette vision des choses donc, dans leur mix énergétique. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique prévoit un doublement de la production nucléaire en 2050, d'ici 2050. Et d'autre part, le GIEC nous dit que nous n'arriverons pas à décarboner la planète si nous ne le faisons pas avec l'industrie nucléaire. Certes, cette industrie nucléaire ne pourra pas être mise en œuvre partout sur la planète, c'est évident, mais partout où on peut le faire, je pense qu'il faut le faire parce que c'est un des moyens les plus efficaces de lutter contre la pollution atmosphérique par le CO₂.

Les autres moyens, on le voit dans les pays environnants, éolien, en particulier, éolien et solaire, qui sont des énergies intermittentes, conduisent à l'utilisation du gaz en *back-up* et produisent dans des quantités de CO₂, voire de méthane encore plus polluant, dans l'atmosphère. Donc là on a un gros problème à résoudre.

Je voulais dire aussi que les technologies, toutes ces technologies, qu'elles soient donc renouvelables ou nucléaires, vont conduire à une tension mondiale sur les matériaux, les terres rares et métaux rares pour les énergies renouvelables intermittentes, l'uranium pour le nucléaire. Et de manière concrète, il faut s'attendre à donc à des tensions liées à des besoins croissants et à l'épuisement progressif des ressources, ainsi qu'à l'émergence d'une nouvelle géopolitique de l'énergie pour l'accès à ces matériaux qui prendra la place de la géopolitique du pétrole et du gaz. On va remplacer les uns par les autres. Donc, dans ce contexte, la souveraineté énergétique redevient une priorité et ce d'autant plus qu'on est situé sur du temps long, plusieurs décennies, et que les alliances entre les pays peuvent évoluer sensiblement. Donc la souveraineté énergétique est un point incontournable de l'avenir.

Et pour le renouvelable, pour les batteries et pour le nucléaire, le recyclage et l'utilisation des matières en attente d'utilisation vont contribuer à une partie importante des ressources de demain. Et je ne considère pas, moi, l'uranium appauvri comme un déchet. Voilà ça, c'est une différence importante.

Je ne vais pas aller plus loin maintenant ; je ne vais pas monopoliser tout le temps, mais je répondrai aux questions après et j'irai un petit peu plus loin si nécessaire.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:39:41

Très bien. Je vous remercie beaucoup de ces propos introductifs et je passe maintenant la parole à notre 3e et dernière intervenante pour cette table ronde associative, à Valérie Faudon pour la SFEN. Je vais activer votre micro. Voilà. Vous pouvez de votre côté activer également pour intervenir.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 01:40:05

Oui, voilà. Beaucoup de choses. Bonsoir à tous. Donc la SFEN, nous sommes la Société Française d'Energie Nucléaire. Donc nous sommes une association des ingénieurs et des scientifiques nucléaires. Nous sommes une société savante. Donc beaucoup de choses ont été dites. Donc je voulais insister sur 2, 3 points. En fait, au regard de ce qu'a présenté Monsieur Peythieu de voir qu'il n'y avait que 4 grands enrichisseurs dans le monde, enfin qu'on mesure la chance qu'on a d'avoir notre propre usine d'enrichissement en France, ce qui garantit réellement une indépendance et ce qui fait qu'on n'est pas dans la même situation que même les Américains ou les autres partenaires européens qui sont vraiment en situation de dépendance vis-à-vis de la Russie pour leur enrichissement. Donc, je voudrais rappeler, ça a été dit par un intervenant EDF dans une autre session, que même si tout l'enrichissement n'est pas fait sur l'usine d'Orano aujourd'hui, dans l'enrichissement du combustible en fait, qui va dans nos centrales, c'est pour des raisons de diversification et de robustesse de la chaîne d'approvisionnement. Et vraiment, cette usine nous donne une réelle robustesse et une réelle indépendance énergétique, donc il faudrait d'abord donc saluer ce point.

Et dire que donc non seulement elle nous garantit notre sécurité dans la crise actuelle, mais elle nous permet aussi d'aider d'autres partenaires de l'OCDE. Et donc cet accroissement de production va nous permettre d'aider les Américains ainsi que nos partenaires européens à être moins dépendants des Russes. Je pense que le scénario et la trajectoire qui a été retenue pour faire les prévisions semblent robustes. Il faut savoir qu'aujourd'hui qu'on sait que les Américains vont étendre leur parc actuel au moins jusqu'à 80 ans.

On a énormément d'annonces au niveau européen, soit pour des prolongations d'exploitation, je pense à la Belgique qui avait annoncé qu'elle fermait 7 réacteurs, maintenant elle va en garder 5, et des constructions neuves. Je rappelle qu'il y a 11 pays qui se sont regroupés au sein d'une alliance au niveau de la Commission européenne pour poursuivre le développement du nucléaire en Europe. Donc je pense que les prévisions sont robustes et je voudrais dire aussi puisque ça a été évoqué, que bien sûr, les centrales nucléaires sont tout à fait robustes aussi par rapport au réchauffement climatique. Donc nous, on ne voit pas du tout de risque sur ce sujet.

On rappellera que la plus grande centrale américaine est au milieu du désert de l'Arizona et que si on prend le cas du Rhône, qui est juste à côté de l'usine du Tricastin, il y a eu le 5 mars dernier, donc il y a à peine 10 jours, une très intéressante étude donc que je vous invite à lire et à parcourir, de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, donc de l'Agence qui gère, l'agence publique qui gère l'ensemble du bassin de la vallée du Rhône, et qui donne les consommations des différents acteurs ainsi que des informations extrêmement intéressantes sur le Rhône et donc je voudrais vous donner 2 chiffres : Donc la consommation des 4 centrales nucléaires qui sont sur le Rhône et qui voient un débit de l'ordre de 2m³/seconde pour un fleuve qui fait en moyenne 1700 m³/seconde. Là, vous voyez les ordres de grandeur et au niveau du bassin, les centrales nucléaires représentent à peu près 2% des consommations d'eau sur l'ensemble du bassin. Voilà donc, on est quand même dans un modèle extrêmement robuste, sachant que bien sûr, les centrales françaises, si besoin était, bien sûr, il y a un plan d'adaptation à l'étude chez EDF. On pourrait, en plus s'équiper de dispositifs typiquement, comme

l'ont fait les centrales américaines dont je parle. Voilà donc c'était les 3 points sur lesquels je voulais intervenir. Merci.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:44:10

Bien, merci. Merci à chacun de ces quelques mots d'introduction. On va revenir d'ici une dizaine de minutes vers le public qui aurait éventuellement des questions complémentaires, mais ce serait peut-être intéressant que vous puissiez dialoguer entre vous sur ces différents sujets. Moi, je ne sais pas si vous souhaitez déjà réagir les uns aux autres, en ayant en tête que voilà, la question peut-être qu'on peut essayer d'y répondre très explicitement chacun, c'est, est-ce que ce projet est opportun dans ce contexte géopolitique ? Voilà, n'hésitez pas à dire, oui ou non, c'est être un petit peu simpliste, mais voilà à avoir cette réponse. Et puis si certains souhaitent entre vous vous souhaitez réagir aux propos des uns et des autres. Madame Boyer ? Alors je réactive votre micro. Allez-y.

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 01:45:05

Oui merci. Donc voilà, nous bien sûr, on est opposé à ce projet et je voulais, pour les raisons que j'ai évoquées avant, je voulais...

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:45:17

Juste pour comprendre, donc vous considérez qu'il n'est pas opportun dans ce contexte? C'est bien ça ?

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 01:45:21

On considère qu'il n'est pas opportun dans ce contexte et qu'il est urgent aujourd'hui de sortir du nucléaire et pour ça, de mettre toutes nos forces dans le développement des énergies renouvelables, dans des grands plans de sobriété, parce qu'on ne peut pas continuer à consommer de la manière dont on consomme aujourd'hui. On utilise beaucoup trop de ressources naturelles et le dérèglement climatique est lié à l'effondrement de la biodiversité. Et donc en se focalisant uniquement sur le nucléaire et le développement de cette technologie, on ne prend pas en compte tout ce qu'il faut faire pour sortir des énergies fossiles, puisque c'est aussi de ça dont il s'agit.

Et nous avons une obligation d'avoir des résultats rapidement en termes de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et ça, ça n'est pas possible avec le nucléaire. Et même le nucléaire aujourd'hui freine la transition vers un mode de vie plus sobre. La France est le seul pays en Europe à ne pas avoir atteint ses objectifs de développement des énergies, d'installations d'énergies renouvelables, parce qu'elle mise sur le tout nucléaire. Donc continuer à développer des projets qui continuent à faire croire que le nucléaire est une solution et qu'on en a besoin, et bien c'est ralentir la transition énergétique. Et là, les prévisions des scientifiques, elles sont de pire en pire.

Ça veut dire qu'en fait, on devrait aujourd'hui mettre en place pour les plans de sobriété, pour les changements de mode de vie dans chaque secteur de la société, ce que le gouvernement essaye a priori de mettre en place dans le secteur du nucléaire. Donc on se trompe complètement d'objectif et c'est pour cette raison que nous sommes opposés à ce projet.

Et d'autre part, le nucléaire ne permet en aucun cas la souveraineté énergétique. Enfin nous n'extrayons pas d'uranium naturel en France. Nous serons toujours dépendants des pays étrangers qui nous fournissent l'uranium naturel. Donc il faut arrêter de dire que le nucléaire permet une

souveraineté énergétique, parce que c'est faux et que ce n'est pas possible. Donc j'aimerais qu'on arrête d'utiliser cet argument.

Et d'autre part, le GIEC ne dit pas qu'on a absolument besoin de nucléaire, ça c'est complètement faux aussi. Et que même les politiques énergétiques qui permettent de développer les tissus économiques locaux, qui permettent d'avoir des retours d'expérience très rapides, ce qui n'est pas du tout le cas du nucléaire, on le voit bien, et qui permettent, prennent en compte un objectif de justice sociale, et bien, permettent des changements beaucoup plus durables et beaucoup plus adaptés.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:48:22

Merci. Merci beaucoup. Peut-être que Madame Faudon ou Monsieur Dubois souhaitent réagir sur la question du mix avec les ENR. Et puis alors sur l'indépendance et la souveraineté par rapport à l'uranium naturel, je ne sais pas si vous voulez développer également, mais peut-être sur le mix avec les ENR, vous avez des choses à dire ? Madame Faudon ?

Mme Valérie FAUDON, SFEN 01:48:49

Oui absolument. Oui, je voulais préciser que l'indépendance énergétique, ce n'est certainement pas l'autarcie. Si des *supply chains*, enfin chaînes d'approvisionnement en français.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:49:01

Merci.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 01:49:02

...sont solides, la France n'a aucune mine sur son sol, donc elle est même incapable de produire rien sans importer. Voilà donc je voulais le dire. Ce qui est vraiment important, c'est la diversification. Et Orano est particulièrement bien placée pour son autre activité qui est son activité de mine puisque Orano a un approvisionnement diversifié et on a même une double diversification puisque EDF est aussi diversifié par rapport à Orano, donc de ce point de vue-là aussi, c'est extrêmement solide.

Je voulais vous rappeler que dans le plan qui nous a été présenté, ce plan ne repose pas sur un accroissement du nucléaire en France, mais bien sur l'approvisionnement de clients étrangers, donc ça, il s'agit d'exporter, de clients étrangers qui eux, souhaitent se diversifier par rapport aux Russes. Voilà donc ce n'est pas, le débat n'est pas un débat sur le nucléaire en France, le débat est, est-ce qu'on souhaite vendre plus à nos clients étrangers et les sortir de la situation complexe dans laquelle ils sont ?

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:50:06

Monsieur Dubois peut-être en lien avec les ENR puisque vous vous avez une vision climat. Dans PNC, il y a le climat.

M. André Dubois PNC-France 01:50:15

Oui, tout à fait. Je voudrais simplement dire que lorsque l'on condamne la France pour ne pas avoir atteint ses objectifs, on confond les objectifs et les moyens. Mettre un certain nombre de moyens en service ne fait pas réduire forcément les gaz à effet de serre, nos émissions de gaz à effet de serre. Donc je peux prendre l'exemple de nos voisins allemands qui ont un taux d'énergies renouvelables installées qui est supérieur à la puissance de notre parc nucléaire et qui pollue 4 à 5 fois plus que nous.

Donc je ne vois pas actuellement dans le monde, un pays qui parvient à s'alimenter, à alimenter toute sa population, à produire des richesses avec simplement des ENR. Ça, je ne le connais pas donc peut-être qu'on pourra me renseigner là-dessus.

Donc là on confond tout à fait les objectifs et les moyens. C'est, je pense que c'est un gros problème, quoi. Qu'est-ce que j'avais d'autre ? Mais je n'ai pas noté, alors c'est un petit peu compliqué, mais je reviendrai un peu là-dessus un peu plus loin.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:51:34

Sur l'indépendance peut-être, la souveraineté vis-à-vis de l'uranium naturel ?

M. André Dubois PNC-France 01:51:36

Oui alors, si vous voulez, comme l'a dit Madame Valérie Faudon, on n'a pas de mine sur le sol français donc que ce soit l'uranium, que ce soient les métaux rares, les terres rares qui seront nécessaires donc à la production d'énergies renouvelables intermittentes, c'est-à-dire le solaire et l'éolien, on ira chercher ces métaux, ces terres rares à l'étranger. Donc je ne vois pas en quoi actuellement, cela va nous sauver et va nous rendre indépendants ça. Mais ça nous rend dépendant de 2 choses : ça nous rend dépendant de ces métaux et terres rares et ça nous rend dépendant de l'énergie qui doit venir en *backup* des énergies renouvelables, qui est essentiellement le gaz actuellement.

D'ailleurs, les producteurs de gaz militent fortement pour les énergies renouvelables parce que c'est pour eux, c'est un, comment dire, une richesse supplémentaire. Ils peuvent développer leur production grâce aux énergies renouvelables intermittentes, c'est-à-dire l'éolien et le solaire. Donc je ne vois pas en quoi cela est une solution et le scénario RTE 100% renouvelable qui a été réalisé avec beaucoup de petites recommandations en annexe et en petits caractères, montre simplement que pour l'ensemble pour réaliser ça, et bien, on est simplement au stade de laboratoire, et encore. Il n'y a rien d'industriel là-dedans.

L'extension d'Orano actuellement, c'est quelque chose qui -on a une technologie qui est robuste, on a une technologie qui a fait ses preuves. On n'est pas dans un temps actuellement où on doit, un temps long où on a le temps de faire des choses. L'urgence climatique, si on dit que c'est de l'urgence climatique, il est bien nécessaire aujourd'hui bien d'aller très vite et d'accélérer un petit peu pour réduire au maximum les productions, donc de CO₂.

Et quand on est peut-être un petit peu pragmatique, on regarde simplement quels sont les moyens de production qui sont les moins carbonés, et puis on les met en œuvre et au moins on va résoudre ou on essaiera de résoudre cette problématique du climat, d'autant que, à l'échelle mondiale parce qu'il faut bien regarder ça à l'échelle mondiale, la demande d'énergie ne va pas cesser de croître pendant peut-être 1, 2 décennies, 3 décennies. Je ne sais pas parce que les pays émergents, on en parle beaucoup, vont certainement vouloir et c'est normal, atteindre un certain niveau de vie. Je ne veux pas dire forcément de confort, mais de niveau de vie, alors nous on peut baisser un petit peu, bien sûr, et il faut faire les efforts nécessaires pour baisser, donc être un peu plus sobre, mais là c'est de la sobriété consentie. Ce n'est pas autre chose. Et pour faire ça, et bien, mettons en place les moyens décarbonés qui nous permettent de décarboner l'ensemble de notre production. On s'intéresse toujours à l'énergie

électrique alors que c'est la moins carbonée en France, on est à 95% décarboné et c'est là qu'on veut mettre tous les efforts pour décarboner notre énergie. Il y a bien d'autres choses à faire actuellement pour décarboner nos émissions enfin, pour décarboner notre système en France. Dans le transport, il y a l'habitation etcætera. Alors qu'on s'attaque à quelque chose qui est à 95% décarboné, c'est quand même un peu problématique. Ça tient de l'idéologie.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:55:22

Merci de votre réaction. On s'achemine vers la fin de notre table ronde. Avant de revenir vers le public, je vous propose peut-être que chacun dise un mot de conclusion. Madame Boyer souhaitait réagir également et je vous propose que chacun dans le même ordre fassiez un mot de conclusion avant qu'on ne repasse la parole au public qui aura peut-être également des commentaires et des réactions à votre, à vos échanges. Madame Boyer, j'ai réactivé votre micro. Il faut que vous cliquiez de votre côté également. Voilà parfait.

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 01:55:51

Oui, bon, de toute façon, le débat ce n'est pas sur le mix énergétique a priori, donc je ne vais pas répondre à Monsieur Dubois sur la question ou sur le côté de l'idéologie.

J'ai 3 questions. J'ai une question que j'ai posée déjà sur qu'est-ce qu'on fait de l'uranium appauvri, du coup, qui est enrichi et donc, est-ce qu'il est, ou est-ce qu'il appartient au client, est-ce qu'il appartient à Orano ? Déjà voilà, je ne sais pas où est-ce qu'on le stocke.

Ma 2e question, c'est : Est-ce qu'Orano va rompre ses contrats avec Rosatom et est-ce qu'Orano a déjà informé Rosatom que les contrats allaient être rompus ? Merci.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:56:30

C'est bien noté pour la suite. Madame Faudon, peut-être, si vous avez quelques mots de conclusion de notre table ronde avant de revenir vers le public.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 01:56:40

Euh, non non. Je voulais dire que c'est vraiment un très bon projet et que donc on a hâte de le voir venir. Voilà.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:56:50

Merci. Monsieur Dubois, encore quelques mots de conclusion ?

M. André Dubois PNC-France 01:56:52

En conclusion, je voudrais simplement dire qu'effectivement, Orano l'a dit, Orano a une démarche très prudente. Moi, je dirais qu'actuellement, on est sur du temps long ; qu'il serait intéressant de, peut-être que nos responsables, alors pas simplement Orano, mais l'ensemble de nos responsables prennent des positions plus marquées, parce qu'on aura, je pense, comme les projections l'ont montré, besoin

de plus d'uranium enrichi à l'avenir ; que l'on a des producteurs actuellement, par exemple Urenco, on a quand même des gens qui ne sont pas, qui sont dans Urenco, qui ne sont pas forcément non plus des pronucléaires donc quid de l'avenir à ce niveau-là ?

Et on pourrait prendre je pense, des parts de marché beaucoup plus importantes. Sachant aussi que moi j'ai une interrogation concernant l'Europe de l'Est. C'est-à-dire que l'Europe de l'Est, on a un certain nombre de réacteurs VVER pour lesquels il faudrait qu'on soit en mesure aussi de produire de l'uranium pour nos collègues européens de l'Est et les rendre indépendants de la Russie.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 01:58:12

Merci. Merci à vous 3 de votre participation et de ces éléments que vous avez bien voulu partager avec nous. Je propose qu'on repasse la parole au public, peut-être qu'on peut d'ores et déjà répondre aux questions de Madame Boyer qui s'adressaient directement à Orano avant de reprendre des questions dans le public. Monsieur Peythieu, peut-être, si vous souhaitez apporter des éléments aux questions qui ont été posées par Madame Boyer sur l'uranium appauvri et sur les contrats avec Rosatom.

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 01:58:43

Oui, tout à fait. Donc sur l'uranium appauvri. Alors la pratique de marché, fait que les enrichisseurs deviennent propriétaires de l'uranium appauvri. Donc c'est vrai pour les 4 enrichisseurs que je vous ai cités et nous avons en France à peu près 337000 tonnes d'uranium appauvri entreposées à Pierrelatte et à Bessines, en vue d'une réutilisation future.

Sur les contrats avec Rosatom, je peux vous confirmer que nous n'avons plus de contrat en cours pour de l'importation ou de l'exportation de matières nucléaires en provenance de Russie ou vers la Russie. Donc il n'y a plus de contrat entre Rosatom et Orano sur ce sujet.

Je vais aussi répondre à Monsieur Dubois sur les Européens de l'Est. Effectivement, leur grosse dépendance parce qu'effectivement, ils ont des réacteurs VVER, donc construits par les Russes du temps où ils appartenaient au bloc de l'Europe de l'Est, avant la chute du Mur, et effectivement ils étaient en difficulté puisqu'ils avaient un design de combustible complètement dépendant de Rosatom et Rosatom leur disait, on veut bien vous fournir le combustible, c'est-à-dire les gaines qui entourent l'uranium enrichi, mais à condition que vous nous preniez aussi l'uranium enrichi. Alors ce monopole est en train de disparaître petit à petit, parce que Westinghouse, a développé un design pour les réacteurs VVER, ce qui fait qu'on peut commencer à vendre. On avait déjà quand même des contrats à certains clients, c'était quand même diversifié, mais on a de plus en plus de contrats avec des clients d'Europe de l'Est effectivement, d'uranium enrichi avec l'Europe de l'Est. Donc ils vont maintenant avoir des moyens de se diversifier par rapport à l'uranium enrichi, l'uranium enrichi russe. Voilà ce que je voulais dire en réponse aux 3 questions.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:00:41

Merci. Est-ce qu'il y a des questions, des réactions dans le public ? À nouveau, n'hésitez pas à lever la main si vous souhaitez vous exprimer, que ce soit pour poser une question, que ce soit pour vous adresser à Orano, maître d'ouvrage, ou que ce soit pour peut-être réagir aux propos et au débat qui a eu lieu entre les associations. Donc à nouveau, pour lever la main, vous devez aller dans *Réaction* ou *Participant* selon votre version de Zoom, lever la main et moi j'activerai votre micro pour que vous puissiez vous exprimer autant que vous le souhaitez. Monsieur Balland peut-être pour les garants.

M. Etienne BALLAN, garant 02:01:22

Oui, merci. Je profite, Madame Boyer, je crois être encore en ligne et je voulais simplement... Voilà, je voulais simplement. Il y a eu plusieurs éléments qui ont été apportés et il me semble que le rôle de cette réunion, c'est d'aller un peu au fond des controverses et notamment sur la question du lien entre l'uranium naturel qui passe par le Kazakhstan et Rosatom. Donc Madame Boyer a affirmé tout à l'heure que cet uranium naturel était en fait, si j'ai bien compris, Madame Boyer, vous me confirmerez, passait par la Russie et était donc sous le contrôle de Rosatom et Monsieur Peythieu vient d'affirmer au contraire qu'il n'y avait pas de contrat avec la Russie. Est-ce que vous pourriez l'un et l'autre nous préciser les sources à partir desquelles vous vous exprimez pour que le public puisse vraiment comprendre si oui ou non, de l'uranium naturel venant du Kazakhstan et d'une façon ou d'une autre, transite d'une façon ou d'une autre, par la Russie ou par un acteur russe, quel qu'il soit, Rosatom ou un autre ? Merci de cette clarification.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:02:22

Madame Boyer, j'ai réactivé votre micro, peut-être pour que vous précisiez votre pensée. Et puis Monsieur Peythieu pourra également apporter les éléments pour Orano. Allez-y Madame Boyer.

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 02:02:30

Oui, donc tout est dans le rapport que Greenpeace a sorti samedi dernier, qui s'appelle *La Russie, plaque tournante de l'uranium*. Et donc ce sont des données qui sont disponibles, soit auprès des douanes françaises, soit auprès du site *Comtrade*. Et donc en 2022, dans l'ensemble, quand on additionne l'uranium naturel importé en France en provenance du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, on atteint 43% du total des importations d'uranium naturel et la majeure partie de cet uranium transite via la Russie. Rosatom contrôle intégralement le transport des matières nucléaires en Russie. Donc nous sommes dépendants de Rosatom pour le transport de l'uranium naturel à hauteur de quasiment 43% en 2022.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:03:29

Merci de ces précisions. Monsieur Peythieu, peut-être si vous souhaitez porter des éléments également.

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 02:03:35

Oui, alors donc, ce que je vous disais, c'est qu'il n'y a plus de contrat en cours entre Rosatom et Orano pour des exportations de matières nucléaires entre la France et la Russie ou de la Russie vers la France. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de matière nucléaire qui arrive de Russie vers la France. Il y a l'uranium enrichi qui arrive vers la France, notamment l'usine de Romans de Framatome de combustible, pour après faire du combustible pour différents clients électriciens puisque l'uranium enrichi n'est pas encore mis sous sanction, sous sanction par la communauté internationale. Donc voilà, mais ce n'est pas de l'uranium enrichi pour Orano. Les dernières livraisons se sont terminées en 2022. Alors par rapport à l'uranium naturel. Oui, c'est vrai que l'uranium kazakh ou ouzbek qui arrive aujourd'hui en France et là aussi, ce n'est pas des contrats Orano. Ce sont des contrats pour nos clients puisque l'uranium naturel qui arrive en France, il a vocation à être converti dans notre usine et après

éventuellement enrichi chez nous ou ailleurs. Et en fait là, c'est pour le compte de clients que cet uranium kazakh ou ouzbek arrive en France. Donc des contrats passés entre les clients et le mineur kazakh Kazatomprom ou le mineur ouzbek.

Effectivement, pour le moment, la voie la plus usuelle est de passer par Saint-Pétersbourg, donc ça traverse la Russie. Néanmoins, si cette voie venait à se fermer demain, cet uranium kazakh ou ouzbek pourrait passer par la voie du Sud, donc le Kazakhstan, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, enfin l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, et arriver en Europe, ou ailleurs chez les autres convertisseurs. Donc oui, il y a ce sujet logistique qui est pris très au sérieux d'ailleurs par Kazatomprom, le mineur kazakh et il a cherché à effectivement développer cette voie du Sud et a fait un transport l'an dernier pour amener de l'uranium jusqu'au Canada.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 02:05:48

Je voudrais intervenir...

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 02:05:50

C'est effectivement un point d'attention pour l'industrie, mais qui est en train d'être géré.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 02:05:57

Je peux m'exprimer ?

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:05:58

Allez-y, Madame Faudon et Madame Boyer, effectivement, souhaitait répondre également.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 02:06:00

Oui, je voulais faire une remarque parce que j'ai vu votre rapport Madame Boyer. En fait, je pense qu'il y a une grande ambiguïté dans le rapport et d'ailleurs j'ai vu qu'il y avait plusieurs journalistes qui s'étaient trompés en reprenant votre rapport. Ce n'était pas parce qu'il y a de l'uranium russe ou enfin en l'occurrence de l'uranium enrichi russe qui passe les frontières françaises et qui est enregistré aux douanes, qu'il y a eu un contrat avec une entreprise française. Ce sont en effet, comme l'expliquait Monsieur Peythieu, des clients de la filière française qui envoient en France des matières pour avoir des services qui leur sont rendus par leur filière française, mais ce n'est pas des contrats français. Voilà et je pense que ça, excusez-moi, ce n'est pas bien, ce n'est vraiment pas bien expliqué dans votre rapport voilà. Et du coup j'ai vu plusieurs articles qui ne sont pas du tout clairs là-dessus. Je pense par exemple à l'article du Monde qui dit que la France a importé plus de matière. Non ce sont des imports. Enfin, ce sont en effet des mouvements de matières qui passent nos frontières et donc sont enregistrés aux douanes. Mais ce n'est pas de la matière qui appartient à des industriels français, c'est de la matière qui appartient à des clients de la filière française. Voilà, je voulais préciser ça. C'est un peu technique, excusez-moi, mais c'est très ambigu dans le rapport, voilà.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:07:25

Merci Madame. Madame Boyer souhaitait réagir. Après je vous propose peut-être qu'on essaye de, parce qu'effectivement ça devient peut-être un peu technique, mais vous pouvez évidemment apporter des précisions Madame Boyer. Et puis peut-être, on aura d'autres échanges avec le public ensuite. Allez-y.

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 02:07:42

Dans tous les cas, bon déjà l'opacité de la filière est telle que c'est sûr que l'on n'a pas accès aux contrats, mais ça ne change rien au fait que vous manipulez de l'uranium, de l'uranium russe, alors vous pouvez dire que ce n'est pas pour le compte de la France, et cætera et cætera.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 02:08:02

Il n'appartient pas, il n'appartient plus aux Russes.

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 02:08:04

Nous, les informations qu'on a et qui sont publiques, c'est que la France elle a importé 30%, enfin à hauteur de 30% d'uranium enrichi à hauteur de ce dont elle a besoin par an, de Russie et ça, d'uranium enrichi russe et ça c'est un fait ; et que l'uranium naturel du Kazakhstan, d'Ouzbékistan qui est importé en France, il passe par la Russie et là, en majeure partie donc par Rosatom. Ça c'est un fait aussi.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 02:08:35

Et non je suis désolée, ce n'est pas parce que de l'uranium rentre...

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 02:08:36

Mais en fait, ce n'est pas la question. La question, c'est qu'aujourd'hui, l'industrie nucléaire française travaille avec de l'uranium enrichi russe et Framatome d'ailleurs, après notre observation à Dunkerque de l'arrivée du cargo russe Mikhail Dudin, donc, le 29 novembre dernier, a admis avoir reçu de l'uranium enrichi russe qu'il allait utiliser pour fabriquer du combustible nécessaire aux centrales, au fonctionnement des centrales nucléaires françaises et de ses clients. Voilà l'information qu'on a eue.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:09:05

Ce que je propose pour éviter d'aller dans un débat d'experts...

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 02:09:10

Oui mais arrêtez de me couper la parole, Madame Faudon s'il vous plaît, je vous ai laissé parler. Donc voilà. Donc ça c'est un fait. Donc on sait qu'il a au moins une partie qui est utilisée dans nos réacteurs

nucléaires et d'autre part, la route dont vous parlez Monsieur Peythieu, on l'a explorée, bien sûr, puisque ça faisait partie des choses, des questionnements qu'on avait. Mais aujourd'hui, il y a, la route, elle représente un quota de 5% par rapport à la capacité de la route russe. Donc on se demande, il y a des gros défis au niveau des infrastructures qui sont vétustes, au niveau de toutes les douanes à passer des différents pays et des défis aussi un peu géopolitiques puisqu'il y a des situations très instables dans des pays avoisinants.

Donc pour l'instant, cette route, elle n'est pas envisageable comme une véritable alternative dans les prochaines années. Mais ça, je pense que vous le savez très bien.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:10:04

Bien, ce que je vous propose peut-être c'est déjà qu'effectivement, on puisse, chacun puisse se référer aux sources qui ont été évoquées et peut-être se faire sa propre idée au vu des éclairages que chacun a pu donner sur sa perception des chiffres et des faits puisque là, tout le monde n'a pas la même lecture des faits. Je pense qu'on a pu le comprendre. Moi ce que ce que je trouvais intéressant peut-être et ça rebondit sur des questions qui avaient été posées dans d'autres réunions, que je me permets du coup de relayer, des questions qu'on a entendues n'ayant pas de demande de prise de parole. Je m'effacerais évidemment si quelqu'un souhaitait prendre la parole, mais j'avais compris moi-même étant novice, je me dis que ça peut être intéressant de revenir sur le sujet des quotas. Je crois que vous avez dit que l'Europe n'avait pas de politique de quotas, en tout cas pas contraignante, contrairement aux États-Unis. Peut-être qu'il serait intéressant à comprendre pour le grand public, se demander selon vous, qu'est-ce qu'apporterait une politique de quotas si elle était mise en place en Europe ? Une politique contraignante de quotas et ce que ce serait un plus ou pas si c'est, si ça devait être mis en place en France, en Europe pardon, comme ça l'a été aux États-Unis. Chacun peut peut-être apporter son complément Monsieur Peythieu pour Orano.

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 02:12:23

Je dirais que, en tant qu'enrichisseur, le fait d'avoir des quotas, enfin, je pense à la fois pour nous enrichisseur et pour les clients, s'il y avait des quotas, cela donnerait une meilleure visibilité quand même à tous les acteurs de marché pour savoir justement quel est l'objectif de capacité et dans quel cadre réglementaire ils peuvent agir, plutôt que ces déclarations de Corfou qui est un peu un peu flottante. Donc voilà, c'est, je pense que c'est l'avantage du système américain, c'est de finalement donner cette visibilité. Alors après les Américains sont en train de revoir à la baisse ces quotas compte tenu du conflit. Donc là c'est effectivement aux autorités de la Commission européenne à fixer le niveau, mais effectivement je pense que ça donnerait beaucoup de visibilité à l'industrie d'avoir des quotas, sachant, je le rappelle, que ces marchés sont asymétriques puisque nous, nous ne pouvons pas exporter en Russie. On pourrait dire la même chose de la Chine. Et ces 2 acteurs peuvent exporter en Europe et aux États-Unis. Il y a clairement une asymétrie qui est, qui n'est pas tout à fait logique.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:12:35

Merci de ces de ces précisions. Je me permets également de relayer une question qu'on a reçue sur le site internet et qui concerne directement notre thème de ce soir, qui est de se demander ce qui se passerait si le conflit russo-ukrainien s'arrêtait demain ? Quel serait l'impact pour le projet ? Et est-ce qu'on l'arrêterait puisqu'il n'aurait pas, il aurait plus de sens ou est-ce qu'il se poursuivrait autrement ? Voilà, quelle serait la perception ? Alors peut-être, avant de répondre à la question, Monsieur Dubois, vous leviez la main je crois, excusez-moi, sur la question précédente, j'imagine.

M. André Dubois PNC-France 02:13:13

Oui, tout à fait sur la question précédente, peut-être que je n'ai pas bien opéré là, vous n'avez pas vu.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:13:13

Si pas de souci, bien sûr.

M. André Dubois PNC-France 02:13:14

Oui, je voulais dire qu'effectivement, il y a une tendance lourde qui se profile quand même pour avoir des quotas à l'avenir et la Commission européenne dans le plan *Repower View* donc demande de diversifier, et cætera. Donc c'est un peu comme pour Corfou. On n'est pas très très ferme, j'allais dire sur les prix. Et il y a une tendance quand même qui se profile, mais il ne faut pas oublier aussi que la Russie elle peut décider de son côté, de mettre fin à ses exportations d'autant que le poids économique des exportations d'uranium enrichi russe vers l'Occident est limité à l'inverse du gaz. Le gaz, ça coûte assez cher à la Russie, mais l'uranium ne coûterait pas très cher à la Russie, et pourrait nous faire quelque dommage. Donc c'est pour ça que je disais qu'il faut accélérer effectivement de manière forte nos capacités d'enrichissement, prendre des parts de marché, être un peu plus avancé donc, et prendre des parts de marché à Urenco. Bon, ça c'est un peu ma vision des choses parce que les Russes peuvent très bien du jour au lendemain aussi, décider de fermer le robinet comme ils l'ont fait pour le gaz. Le gaz, c'est une arme importante pour eux parce que ça leur fait rentrer beaucoup d'argent. Et pas le nucléaire. Enfin de ce que je connais bien sûr. On pourrait peut-être...

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:14:39

Merci, merci de ces précisions, de ces compléments, sur la fin éventuelle du conflit russo-ukrainien, qui interviendrait demain. Est-ce que vous auriez, comment, quel impact ça aurait sur le projet ?
Madame Boyer bien sûr aucun problème pour que vous reposiez une question bien évidemment.

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 02:14:57

Alors sur la fin du conflit russo-ukrainien, Bah d'abord, on l'espère tous. Mais je pense qu'il y aurait des réactions différentes suivant les clients. Vraiment, les clients américains sont un petit peu vaccinés et je pense, ne reviendront pas facilement vers la Russie. Ça, on n'y croit guère pour les côtoyer régulièrement, on ne les voit pas revenir vers une dépendance, même partielle, vis-à-vis de la Russie. Donc je pense que cette part-là du marché risque d'échapper définitivement aux Russes.
Avec les clients européens, j'ai un peu plus de mal à me prononcer. Il y a clairement les clients du Nord, Finlande, Suède qui sont très, on le voit dans le domaine global de la diplomatie, qui sont très farouchement opposés à la Russie en ce moment. Je pense qu'eux non plus ne reviendront pas rapidement vers la Russie. Je vous renvoie pour la France, je vous renvoie à l'intervention de Monsieur Garel, il y a 15 jours, qui a dit que ...

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:16:07

Monsieur Garel pour EDF.

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 02:16:13

Voilà, la Direction du combustible nucléaire pour EDF- qui a dit que la diversification était pour lui importante et pour les autres clients européens, alors c'est là où il peut y avoir une question et donc effectivement votre question est bonne et c'est pour ça d'ailleurs que nous souhaitons avoir une bonne part de cette expansion qui soit commercialisée pour que le Conseil d'administration puisse prendre sa décision, parce qu'une des remarques qu'il pourrait effectivement nous faire. Ce serait effectivement de dire bon et bien si tout ça, ça s'arrête, est-ce que vous n'allez pas faire un projet pour rien ? Donc effectivement, nous voulons nous assurer. Nous avons bien cet accroissement de parts de marché vis-à-vis de nos clients historiques avant de lancer ce projet d'extension. Donc nous sommes en train de négocier des contrats très long terme avec eux.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:16:57

Très bien. Madame Boyer avait une question complémentaire.

Mme Pauline BOYER, Greenpeace 02:16:59

Oui alors, mais du coup ce que je ne comprends pas trop, c'est comment fonctionnent les contrats que vous avez puisque vous dites, vous importez de l'uranium pour des clients étrangers. Mais Orano a bien un contrat pour s'occuper de cet uranium ? Donc je me pose la question, donc ça veut dire que vos clients étrangers ont un contrat avec Rosatom ou avec le Kazakhstan et ensuite vous, vous les recevez et votre contrat, il est seulement avec le client étranger, enfin qui livre la marchandise ? Et vous, vous n'en avez pas avec Tenex qui livre la marchandise ?

Voilà, c'est juste une demande d'éclaircissement là-dessus parce que je ne comprends pas tellement en fait. Merci.

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 02:17:45

Oui, c'est effectivement cela. C'est à dire que l'étape, après la mine d'uranium, l'étape qui suit, c'est la conversion de l'uranium. On va transformer cet uranium naturel en UF6. Donc pour ce qui nous concerne, notre usine, donc le point d'arrivée, ça va être Malvési près de Narbonne où l'uranium naturel va arriver. Alors il peut arriver du Canada ; il peut arriver de Namibie ; il peut arriver du Niger ; il peut arriver effectivement du Kazakhstan ou d'Ouzbékistan. Donc nous on a des clients électriciens qu'ils soient français ou étrangers, qui nous passent des contrats de conversion, donc c'est un contrat de service, des contrats de conversion pour transformer cette matière d'uranium naturel en UF6.

Nous, nous ne sommes pas propriétaires de la matière. C'est le client qui est propriétaire de la matière parce qu'il va l'acheter à un mineur. Ce mineur peut être Orano mais peut être aussi le mineur Kazakh Kazatomprom ou le mineur Ouzbek Navoï. Il achète cette matière, et c'est par exemple, le mineur Kazakh Kazatomprom ou Ouzbek qui s'appelle Navoï, qui est en charge d'assurer le transport jusqu'à notre usine de Malvési en France. Alors, ça passe effectivement par la Russie, mais nous, nous ne sommes absolument pas dans ces contrats-là puisque en fait ce sont Kazatomprom et Navoï pour le Kazakhstan et l'Ouzbékistan qui sont en charge de transporter cette matière jusqu'en France. Donc nous, nous n'avons pas de relation à ce titre-là avec Tenex ou avec Rosatom.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:19:19

Merci. Merci de cette ces précisions utiles effectivement. Je précise que l'intervention à laquelle Monsieur Peythieu fait référence de Monsieur Garel d'EDF peut être retrouvée en ligne puisque la vidéo de la réunion est disponible pour ceux qui voudraient retrouver les propos d'EDF sur ce sujet. Madame Faudon vous souhaitiez intervenir également.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 02:19:40

Oui, enfin, je voulais dire que justement, ce que vient d'expliquer Monsieur Peythieu, c'est exactement ce que je voulais dire tout à l'heure. C'est-à-dire que dans le cas décrit par Monsieur Peythieu, l'uranium est bien répertorié comme arrivant dans les douanes françaises, mais pourtant il n'est, il n'a aucune propriété française, il reste tout le temps la propriété du client et c'est la même chose pour l'uranium enrichi qui reste la propriété du client qui lui a commandé la fabrication de combustibles à l'usine de Romans-sur-Isère. Voilà donc c'est exactement la même chose. C'est ce qui explique pourquoi, pourquoi, justement il y a une ambiguïté, une ambiguïté dans le rapport.

Voilà, c'est ce que je voulais dire. J'avais une autre question à poser à Monsieur Peythieu, moi, de mon côté, c'est que donc vous avez parlé des commandes, enfin des contrats que vous pouvez demander à vos clients : Est-ce qu'éventuellement, vous considérez leur demander une participation financière à la construction de la centrale, c'est à dire la construction de l'extension ? Je pense par exemple à une prise de participation dans le capital. Je pensais aux clients asiatiques en particulier parce que je crois que ça fait partie de leur pratique.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:20:56

Alors je me permets de compléter votre question avec un point qu'on a également eu. Plus globalement le citoyen lambda, tous ceux qui sont là, autour de la table aujourd'hui virtuellement, est-ce qu'ils seront amenés d'une manière ou d'une autre, à contribuer au financement puisqu'on évoque le financement du projet ? Ce que je pense que c'est des questions qui se posent et qui ont d'ailleurs déjà été posées à d'autres, dans d'autres sphères.

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 02:21:19

D'accord. À ce stade, on n'envisage pas de faire participer des clients à cette extension alors sachant qu'on a quand même l'usine actuelle appartient quand même pour 5%, enfin, c'est 95% Orano quand même, 5% qui se répartissent à 2,5% pour des électriciens coréens et 2,5% pour des électriciens japonais. Mais, mais pour l'extension, à ce stade, on n'envisage pas de faire participer d'autres clients. Par contre, on peut proposer à des clients des contrats avec acompte. Ces acomptes nous permettant d'alléger le financement de cette usine, puisque le coût de cette usine est évalué entre 1,3 et 1,7 milliards d'euros.

Alors d'ailleurs ça me permet de faire la transition avec la question de Madame Picque. Donc en fait, là aussi, c'est important d'avoir ces contrats de clients parce qu'évidemment ça va permettre de faciliter le financement de cette extension, puisque les banques préfèrent quand même prêter sur la base avec des carnets de commandes bien remplis. Donc pour un financement de projet, c'est plus simple quand on a des contrats clients et pour le solde, ça sera sans doute à travers à travers un financement de notre maison Orano SA, qui elle-même se refinance sur le marché obligataire donc émet des obligations.

Donc ce n'est pas le contribuable français qui va payer cette extension, mais c'est à travers de la dette qui sera levée, par Orano, qui sera après remboursée à travers les revenus perçus des clients au titre de ces contrats très long terme. Mais là, nous sommes dans le régime normal de toute entreprise industrielle.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:23:11

Merci. Monsieur Cuvillier donc, garant de la concertation par rapport aux questions du tchat.

M. Denis CUVILLIER, garant 02:23:17

Oui, je voulais relayer une question de Fred à destination de Monsieur Peythieu. Et la question c'est : *Au même titre que l'arrêt du conflit, quel pourrait être l'impact négatif sur le projet GB2 et la filière nucléaire en général, en cas d'accident post Tchernobyl, Fukushima, sérieux sur la centrale de Zaporijia?*

M. Jacques PEYTHIEU, directeur général Orano Chimie-Enrichissement 02:21:19

Alors toute l'histoire montre que tout accident nucléaire a des conséquences très importantes sur le marché, parce qu'effectivement ça refroidit la politique de certains États dans ce domaine. Ça a été le cas après Tchernobyl où il y a une pause dans la construction de réacteurs nucléaires. Il y a une relance du nucléaire à partir du début des années 2000. Et puis l'action de Fukushima a fait qu'effectivement, il y a eu une nouvelle pause.

Donc effectivement s'il y avait un problème Zaporijia ou ailleurs, ça pourrait être effectivement un effet négatif. Ça aurait un effet négatif sur le marché. Et là encore, la protection que nous voulons avoir, c'est effectivement la signature de ces contrats long terme préalablement à la décision d'investissement.

Mme Valérie FAUDON, SFEN 02:24:46

Je voudrais préciser que les réacteurs de Zaporijia sont actuellement à l'arrêt. Mais bien sûr, il peut y avoir un accident ailleurs.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:25:00

Merci de cette précision qui est utile effectivement pour nous rassurer. Je ne vois pas d'autres prises, de demande de prise de parole. A priori, il y avait peut-être des sujets sur la concertation elle-même. Je ne sais pas si Messieurs les garants ou Madame la garante, vous souhaitez réagir au sujet de, aux interpellations sur la concertation elle-même ou notamment sur le débat sur le nucléaire qui est, qui serait utile d'après un des participants. Et puis, en l'absence peut-être de demande de prise de parole complémentaire et puis, au vu de l'horaire qui nous fait nous rapprocher de la fin de réunion qu'on avait fixée, on peut de toute façon s'orienter vers la conclusion qui est faite par les garants.

Madame Barthe peut-être ? Si vous souhaitez réagir et ou conclure pour notre réunion, puisque nous n'avons plus de prise de parole, de demande de prise de parole en tout cas.

Mme Isabelle BARTHE, garante 02:26:03

D'abord, je souhaite remercier à la fois Monsieur Peythieu pour son exposé extrêmement clair et complet et l'ensemble des participants à la table ronde. Alors je regrette effectivement que Monsieur Marignac n'ait pas pu être présent, mais c'est quand même très bien qu'on ait pu avoir sa petite pastille vidéo. Ce que je retiens, c'est que c'est très intéressant de pouvoir débattre de manière très claire, il me semble. Alors il y a eu quelques questions et quelques remarques dans le tchat pour dire, c'est un peu complexe, un peu technique, mais je trouve que vous avez toutes et tous fait l'effort d'être extrêmement clair dans vos explications et c'est très bien. On vous en remercie vivement. Et ce qui est intéressant, ce qu'on voit bien, c'est que vos approches sont clairement différentes. Pour certains, la dimension économique et commerciale est primordiale, pour d'autres, c'est la dimension éthique.

Ce qui est intéressant aussi, c'est d'avoir permis, je ne vais pas faire une synthèse de ce qui a été dit hein, mais c'est d'avoir permis de voir jusqu'où vous êtes d'accord, jusqu'où vous n'êtes, sur quoi pas d'accord. De mettre le point sur les désaccords, c'est une démarche qu'on développe beaucoup à la CNDP sur les débats techniques. Cette clarification des controverses, c'est un point très intéressant et de pouvoir le faire de la manière très didactique que vous avez pratiquée ce soir, c'est très très bien, donc merci à toutes et tous.

Un petit point pour l'internaute qui nous alertait sur l'absence de débat sur le nucléaire. D'abord, on peut quand même dire qu'il y a eu du 27 octobre au 27 février, un débat public sur le programme de relance du nucléaire français par le programme de 6 EPR porté par EDF et RTE. Donc ce débat, il a vraiment eu lieu et ça a été un débat qui a permis de poser la question de l'opportunité et donc qui a permis d'élargir plus globalement à la question de la place du nucléaire dans le mix énergétique français. Il y a eu, comme Étienne l'a rappelé tout à l'heure, une concertation portée par le gouvernement avec des garants de la CNDP, qui a eu lieu lui aussi sur un temps plus resserré. Mais donc ces débats ont eu lieu. On peut regretter qu'il n'y ait pas peut-être une visibilité plus importante, mais on peut noter que de la part d'Orano, il y a eu des efforts non négligeables de mise à disposition de cette information et de visibilité de ce débat. C'est des choses qu'il faut poursuivre. Il faut améliorer mais ces débats existent dans la sphère publique, donc la réunion qui a eu lieu ce soir est très intéressante. Nous espérons qu'elle sera visionnée par de nombreuses personnes. Je pense que les éléments qui ont été présentés ce soir, on pourra s'en servir pour la réunion de synthèse, qui va avoir lieu le 4 avril. C'est une réunion publique en présentiel, à Orange et avec une capacité aussi de s'inscrire à l'avance donc voilà. Merci à toutes et tous et on vous donne rendez-vous très bientôt. Peut-être que si vous voulez rappeler aussi les rencontres intermédiaires qui ont lieu peut être plus à destination de publics de proximité.

Mme Aurélie PICQUE, modératrice 02:29:38

Merci. Effectivement, alors voilà, les rencontres intermédiaires sont disponibles sur le site de Orano. Et puis la dernière qui a lieu le 4 avril à 18h. Merci beaucoup de votre participation. Les vidéos des réunions sont disponibles et les verbatims également à l'issue des réunions publiques.

Encore merci de votre participation de ce soir et de la richesse de nos échanges. Je vous souhaite une bonne soirée.